

# Synthèse du dossier

## « coût de la scolarité 2021 »

Ce 48ème dossier a été marqué par une année scolaire sous le signe de la pandémie mondiale. La covid a impacté significativement les pratiques d'achat des familles à la rentrée, et a entraîné une dérégulation des prix sur certaines matières dont le textile.

L'augmentation légère (+0.75%) du coût de la scolarité s'explique principalement par un équilibre entre la hausse de l'investissement dans les articles de sport et la baisse du montant des fournitures scolaires.

### **Hausse importante des produits textiles = hausse du prix des articles de sport**

Le cours de l'acrylique a augmenté de plus de 70 % en un an, + 35 % pour le coton, et + 10 % pour la laine. Les grandes enseignes ont répercuté ces hausses dans le prix des équipements sportifs. Le « rattrapage » de la consommation après de longs mois de confinement et de couvre-feu explique également l'augmentation importante des dépenses pour l'équipement sportif.

La CSF est dubitative sur la loyauté des pratiques des distributeurs quant aux choix des prix. Ils auraient tiré profit de la crise économique provoquée par une demande supérieure à l'offre.

### **Les familles réutilisent plus et achètent « malin »**

Cette baisse des fournitures scolaires, parfois importante, s'explique par une plus grande attention des familles quant à leurs usages et leurs pratiques d'achat. De plus en plus de parents incitent leurs enfants à réutiliser leurs fournitures d'une année sur l'autre. Les cartables, les règles et les trousseaux, ont majoritairement été gardés entre l'année 2020 et l'année 2021. Les familles déclarent acheter plus souvent par lot. Les périodes de confinement lors de l'année scolaire 2020-2021 ont entraîné la réutilisation de matériel pour cette rentrée scolaire.

### **Les frais annexes diminuent significativement**

La baisse des frais annexes (assurances, photos, coopératives, FSE) tient en une explication principale : dans la plupart des collèges et lycées les foyers socio-éducatifs étaient fermés. Lorsqu'ils étaient ouverts, les familles n'ont que très rarement fait le choix d'y inscrire leurs enfants.

### **Une année éprouvante pour les familles et les enfants scolarisés**

L'année scolaire aura été marquée par l'angoisse et l'adaptation permanente des parents, des enfants et des professeurs à l'urgence sanitaire.

Au lycée la grande majorité des élèves a dû s'adapter à une semaine sur deux de cours en présentiel.

De la maternelle au lycée tous les professeurs ont dû enseigner masqués. Cela a été particulièrement difficile en maternelle et à l'école élémentaire où l'apprentissage pour les enfants se fait à partir de l'expression labiale et faciale de l'enseignant. Les collégiens, ont quant à eux, eu à renforcer leurs compétences numériques. Davantage de cours en distanciel, d'exposés, de travail avec l'outil numérique... L'investissement et l'effort des départements et régions à équiper les lycéens et collégiens en matériel numérique est cependant à souligner. Pour autant cet investissement demeure inégalitaire entre les territoires et entre les familles. La CSF craint que la fracture numérique, entre ceux qui maîtrisent les codes d'internet et du numérique et ceux qui ne les ont pas, s'accroisse.

### **Répondre aux exigences de la scolarité est plus difficile pour les familles monoparentales**

De leurs propres mots « être maman (ou papa) solo et suivre la scolarité de son (ses) enfant(s) demande beaucoup d'efforts, d'adaptation et de résilience ». Les familles monoparentales interrogées déclarent « pouvoir suivre la scolarité de leurs enfants de façon efficace notamment au niveau élémentaire où elles ont une relation privilégiée avec l'enseignant ». Cette relation parent-professeurs est difficile à partir du collège.

Tous les parents disent qu'ils font le maximum pour que leurs enfants ne manquent de rien et suivent une scolarité normale. Les parents restent inquiets quant à la réussite scolaire de leurs enfants. Ne pouvant pas assurer le soutien et suivi scolaire, ils sollicitent dès qu'ils le peuvent, l'école ou les associations de quartier pour effectuer cet accompagnement. L'offre d'accompagnement scolaire se révèle très inégale selon les territoires et les établissements.

## Les achats groupés sont plébiscités par les familles

Les achats groupés sont plébiscités par les familles, les distributeurs et parfois les professeurs. Les familles y voient plus d'efficacité, des économies et pour beaucoup d'entre elles c'est une première réponse au constat : « les enfants se discriminent, se jugent en fonction de la marque de leur agenda ou de la couleur de leurs baskets ». La pratique des achats groupés est difficile car ces acteurs ont du mal à se coordonner bien qu'ils y soient favorables.

## L'ARS : le changement ce n'est pas maintenant !

L'aide exceptionnelle supplémentaire de 100 € de l'Allocation de Rentrée Scolaire n'aura duré qu'un an. Qu'est-ce qui justifie aujourd'hui un retour à la normale alors que les masques sont toujours obligatoires dans les écoles, que les familles précaires sont de plus en plus nombreuses que la crise économique continue? Ne justifiait-elle pas une année supplémentaire d'aide exceptionnelle ? Le retour à la normale (même montant de l'ARS, même plafond et toujours pas de modulations significatives) est difficile à accepter pour La CSF qui voit les inégalités se renforcer et l'accès à une éducation de qualité s'aggraver.

## Encore des listes en maternelle !

Depuis toujours (ou presque) La CSF a eu à traiter les listes de fournitures en maternelle. Cela continue et continuera de nous choquer. L'instruction entre trois et six ans, devenue obligatoire en 2019, renforce notre inquiétude et notre exigence : aucune famille ne doit avoir à dépenser le moindre euro pour la scolarité de ses enfants en maternelle. Le pouvoir politique doit agir et vite.

## Les inégalités territoriales encore au rendez-vous


Notre tableau chaque année le montre : chaque région, département ou ville, effectue ses propres choix de tarification pour ce qui relève de ses compétences.

Comment expliquer des écarts de tarifs aussi importants d'une ville à l'autre pour les cantines scolaires ?

Comment expliquer la gratuité des transports dans certaines régions, départements ou agglomérations et le prix élevé dans d'autres ? Ces disparités territoriales créent des inégalités et injustices sociales entre les familles.

La CSF continuera de se battre pour plus d'équité dans l'offre de services aux familles sur tous les territoires de l'hexagone et des Outre-Mer.

Enfin, La CSF s'inquiète quant aux manques de clarté et de transparence de l'information. Les familles se trouvent hors délai et doivent alors payer des pénalités. Est-ce si difficile d'avoir un site internet clair et compréhensible ?



### La CSF demande

- La gratuité de la scolarité pour les familles en maternelle.
- Une vraie modulation de l'ARS.
- Le versement de l'ARS à tous les lycéens pouvant y prétendre quel que soit leur âge.